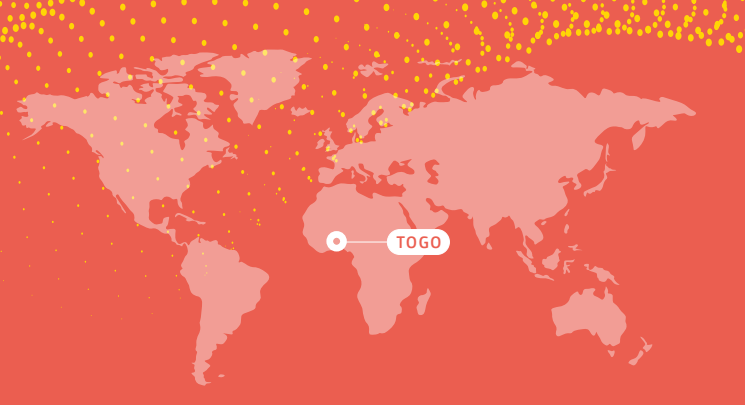
Global Gateway

Profil pays sur la nutrition
04/2024



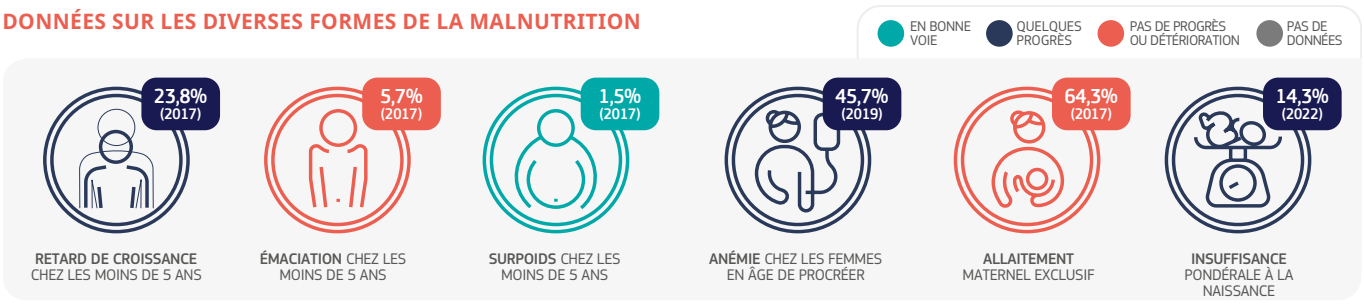
TOGO

Situation nutritionnelle dans le Togo

EN RÉSUMÉ

Le Togo, dont la population atteignait 8,95 millions d'habitants en 2023[1], est affecté par le triple fardeau de la malnutrition[2]. Les taux de malnutrition chronique et aiguë n'ont que faiblement évolué depuis les deux dernières décennies et se maintiennent à des niveaux élevés. Du fait des dynamiques démographiques, le nombre d'enfants en situation de malnutrition a stagné sur la période. Des inégalités territoriales importantes sont à noter; les régions septentrionales ou la situation sécuritaire s'est dégradée sont particulièrement touchées par le phénomène[3]. Parallèlement, le pays connaît une progression exponentielle du surpoids et de l'obésité qui sont devenus depuis les années 2000 un véritable enjeu de santé publique[4]. Les causes de la malnutrition sont variées et largement multisectorielles. Malgré quelques filières agro-industrielles bien établies, les systèmes agricoles togolais restent dans leur ensemble peu productifs et faiblement diversifiés. En outre, les ressources naturelles du pays sont fortement dégradées ce qui compromet les perspectives productives du pays à moyen terme[5]. A cela s'ajoutent des infrastructures d'eau et d'assainissement inadéquates et des inégalités de genre importantes qui pèsent lourdement sur les indicateurs de nutrition[6]. Bien que les coûts économiques et humains soient importants[7], le phénomène manque de visibilité ce qui empêche la formulation de politiques coordonnées et la mobilisation des financements nécessaires à leur mise en œuvre.

DONNÉES SUR LES DIVERSES FORMES DE LA MALNUTRITION



Les données présentées dans les profils nationaux de nutrition de l'UE 2023 sont tirées des Estimations conjointes sur la malnutrition infantile (JME) de l'UNICEF/OMS/Banque mondiale et du rapport mondial sur la nutrition (GNR).

GOUVERNANCE NUTRITIONNELLE

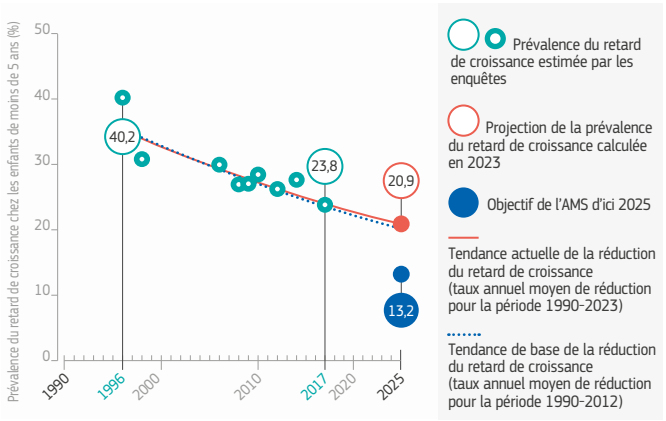
- En 2014, le Togo a rejoint le mouvement Scaling Up Nutrition.
- Un groupe de travail chargé de proposer des modalités de fonctionnement du futur système de coordination interministériel baptisé Conseil National pour le Renforcement de la Nutrition a été créé par décret. A ce jour les travaux de ce groupe n'ont pas abouti.
- En 2018, le gouvernement a réalisé avec l'appui du PAM une revue Stratégique Faim Zéro.
- En 2019, la Politique Nationale Multisectorielle de Nutrition 2019-2030 a été validée. Ce document propose une analyse complète des enjeux liés aux différentes formes de malnutrition et définit une stratégie de réponse multisectorielle. Son Plan Stratégique National Multisectoriel de la Nutrition au Togo (2019-2023) a fait l'objet d'un exercice de budgétisation.
- Les élections municipales de 2019 et la communalisation du territoire ont relancé le processus de décentralisation. Les communes, seul échelon décentralisé à intégrer des élus, ont notamment comme tâche de définir des Plans de Développement Communaux devant préciser les modalités de mise en œuvre sur leur commune du plan national nutrition.
- En 2020 une analyse du budget du Plan Stratégique National Multisectoriel de Nutrition a été réalisée.
- La fortification est obligatoire pour la farine de blé[8], l'huile[9] et le sel[10].

Exemple de soutien de l'UE

L'UE soutient le Togo pour un développement durable et inclusif, conformément à la feuille de route «Togo 2025». Team Europe (l'UE, la Banque européenne d'investissement, la France et l'Allemagne) soutient, entre autres, la transition agro-écologique et la productivité des petits agriculteurs dans des entreprises agroalimentaires durables, l'entrepreneuriat féminin, la compétitivité et la préservation des ressources naturelles:

- Chaînes de valeur: transformation de certaines chaînes de valeur telles que l'ananas ou la noix de cajou en un moyen de créer des emplois, d'accroître la sécurité alimentaire, d'augmenter la consommation locale et d'élargir les possibilités d'exportation.
- Aliments à haute valeur nutritionnelle: fourniture d'intrants agricoles tels que des semences, développement de jardins potagers pour fournir des services de cantine dans 50 écoles primaires et promotion de l'esprit d'entreprise des femmes dans le secteur agricole.
- Gestion des zones protégées: soutien à la régénération et à la conservation de la biodiversité et des systèmes agro-écologiques, en particulier dans les zones protégées de Fazao-Malfakassa et d'Abdoulaye dans la région centrale, et de Togodo-Mono dans les régions des Plateaux et des Maritimes.

Progrès sur les deux engagements de l'UE pour la nutrition



TENDANCE, PROJECTION ET OBJECTIFS DE PRÉVALENCE ET DE NOMBRE D'ENFANTS (DE MOINS DE 5 ANS) SOUFFRANT D'UN RETARD DE CROISSANCE

Du fait de la faible diminution de la prévalence de retard et d'une croissance soutenue de la population depuis 2012, le taux de réduction du nombre d'enfants souffrant du retard de croissance n'a que faiblement évolué, passant de 1,99 % en 2012 à 1,84 % en 2022. Si cette tendance se poursuit, le nombre d'enfants touchés par le retard de croissance en 2025 devrait atteindre près de 280 000.

ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'UE POUR LA NUTRITION ENTRE 2014 ET 2020

L'Union Européenne au Togo n'a pas engagé de financements sensibles à la nutrition durant la période 2014-2020.

Plus récemment un engagement pertinent en matière de nutrition a été réalisé en 2021. Une enveloppe de 30 millions d'euros a été sécurisée sur l'enveloppe nationale du NDICI[11] afin de soutenir les filières agro-industrielles du pays. Ce programme vise à renforcer l'autonomie stratégique alimentaire du Togo en favorisant la production de produits agricoles sains et diversifiés et en améliorant les moyens de subsistance des communautés impliquées dans les filières alimentaires stratégiques du pays.

En 2022, un engagement de 10 millions d'euros visant à faciliter l'accès aux intrants agricoles ainsi qu'à renforcer le système de cantine scolaire nationale a été réalisé[12].

Planification pour la nutrition 2021-2027

Au Sommet N4G (2021), le Gouvernement s'est engagé à renforcer les interventions spécifiques et sensibles en faveur de la nutrition tout au long de la vie d'ici à 2030 (c.f. N4G Compact et son annexe).

La nutrition fait partie de l'approche à 360 degrés de la stratégie «Global Gateway» de l'UE. Dans un contexte de profonde transformation des systèmes alimentaires et des styles de vie, dû notamment à l'urbanisation rapide de la population, il apparaît important de proposer des réponses structurantes permettant de lutter efficacement contre le fléau de la malnutrition. L'UE et les États membres présents dans le pays - la France et l'Allemagne - ont élaboré dans le cadre de la nouvelle programmation du NDICI une stratégie commune qui facilite les approches Équipe Europe et maximise les synergies entre les programmes de coopération. L'action de l'UE en matière de nutrition s'inscrit donc au sein des différentes stratégies sectorielles du Document Conjoint de Programmation 2021-2027.

L'axe prioritaire 2 de cette stratégie souligne la nécessité d'une approche intégrée des systèmes alimentaires togolais agissant sur la durabilité sociale, économique et environnementale des systèmes de production. L'UE entend dans ce cadre soutenir la structuration des filières agro-industrielles porteuses afin de stimuler la production et la mise sur le marché de produits alimentaires sains et diversifiés pour tous. Ces actions permettront de sécuriser des débouchés commerciaux à des prix justes pour les exploitations familiales tout en créant des emplois dans les secteurs de la transformation et de la commercialisation des produits alimentaires. Une attention particulière sera donnée au rôle des femmes et à leur juste rétribution pour leur importante contribution dans ces secteurs économiques. Afin de préserver les services écosystémiques pertinents en matière de sécurité nutritionnelle, ces actions viseront à encourager l'adoption de techniques agroécologiques permettant de limiter l'utilisation d'intrants chimiques.

Dans le cadre de l'axe prioritaire 1, l'UE entend travailler avec les autorités nationales afin d'améliorer les infrastructures d'eau potable et d'assainissement et ainsi lutter contre les maladies diarrhéiques qui sont fortement associées à la malnutrition infantile. Ces appuis incluent la réalisation et la réhabilitation de forages et de mini-adductions en eau potable ainsi que la création de systèmes de collecte, de tri et de gestion des déchets. Les systèmes de gouvernance au niveau décentralisé en charge de ces infrastructures seront renforcés afin de pérenniser ces services dans le cadre des politiques de développement local.

1 - Donnée World Population Prospects 2022, données estimées de janvier 2023.

2 - Le triple fardeau de la malnutrition fait référence à la dénutrition, aux carences en nutriments et au surpoids.

3 - La prévalence de la malnutrition chronique dans la région des Savanes est 5 points au-dessus de la moyenne nationale – donnée DHS 2013/2014.

4 - La prévalence du surpoids et de l'obésité chez les adolescents a doublé sur les derniers 20 ans - Données Global Nutrition Report .

5 - Le Togo est classé parmi les pays les plus vulnérables au climat du monde au regard de la forte dégradation de ses ressources (perte de 72,6% des forêts entre 1990 et 2015, dégradation de 85% des terres arables et taux annuel de déforestation de 4,5%,) de l'érosion côtière (10 à 15 mètres par an à certains endroits) ou encore de l'imprévisibilité grandissante de la pluviométrie.

6 - Le Togo figure en 147e place sur 166 en termes d'indice d'égalité de genre avec un valeur de 0.578 (2022) – données UNDP.

7 - Les couts liés à la sous-nutrition oscillent entre 3 et 16 % du PIB (donnée Global Panel on Agriculture and Food Systems for Nutrition) ; la malnutrition est le facteur de risque ayant causé le plus de décès et d'incapacités combinés au Togo en 2009 et 2019 (donnée Institute for health metrics and evaluation).

8 - Depuis 2012.

9 - Depuis 2012.

10 - Depuis 1996.

11 - Neighbourhood, Development and International Cooperation instrument.

12 - Les données de cette section excluent certains engagements régionaux, mondiaux et de politique/recherche/information qui n'ont pas pu être ventilés par pays bénéficiaire. La Commission européenne a appliqué la méthodologie du réseau de donateurs SUN pour le suivi des ressources nutritionnelles 2014-2020 et le marqueur de politique nutritionnelle du CAD de l'OCDE à partir de 2021. Les données pour 2022 sont préliminaires.